



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 29 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 septembre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST

route de Mousson
54700 Lesmenils

Références : TETING-SUR-NIED_SUEZ-RV-NORD-EST_2024-10-23_RAPVI_Legio_AKM_00519.odt
Code AIOT : 0006201922

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 septembre 2024 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté Rue d'Hémering 57385 TETING-SUR-NIED. L'inspection a été annoncée le 16 juillet 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- Rue d'Hémering 57385 TETING-SUR-NIED
- Code AIOT : 0006201922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Suez RV Nord Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux située sur la commune de Teting-sur-Nied, autorisée par arrêté préfectoral n°2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 modifié. La visite d'inspection du 24 septembre 2024 s'inscrit dans le cadre de l'action collective régionale 2024 « prévention de la prolifération de légionelles ».

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I - article 3.7.I.2.b partiel	Demande de justification	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement ICPE – Rubrique 2921	Code de l'environnement du 24/09/2024, Annexe R.511-9 partiel	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I- article 3.1 partiel	Sans objet
3	Analyse Méthodique des Risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I - article 3.7.I.1.a partiel	Sans objet
4	Suivi de la concentration en <i>Legionella Pneumophilla</i>	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I - article 3.7.I.3.a et b partiel	Sans objet
5	Procédures de gestion	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I - article 3.7.I.1.b partiel	Sans objet
6	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I – article 3.7.I.3	Sans objet
8	Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I - article 3.7.I.2.c partiel	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de Téting-sur-Nied exploite sa tour aéroréfrigérante conformément à la réglementation en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE – Rubrique 2921

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2024, Annexe R.511-9 partiel
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
<p>Prescription contrôlée : Le dossier de demande d'autorisation environnementale est adressé au préfet mentionné à l'article R. 181-2 [...]</p> <p>La colonne « A » de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (annexe non reproduite).</p> <p>Nota : les activités relevant de la législation des installations classées sont énumérées dans une nomenclature des installations classées qui les soumet à un régime d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients qui peuvent être engendrés. [...]</p> <p>2921. Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW (E)</p> <p>b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC)</p> <p>2. Installations de récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (DC)</p>
<p>Constats : La société est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation modifié n°2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 à exploiter une tour aéroréfrigérante (TAR) d'une puissance de 1900 kW, classée à déclaration sous la rubrique n°2921 de la nomenclature ICPE.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une TAR correspondant à la description supra.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I- article 3.1 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes [...] ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes[...], sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. [...]
Constats : Le responsable de site, ainsi que le technicien en charge de l'exploitation de la plate-forme et le responsable de zone sont chargés de l'exploitation de la TAR. Ces personnes ont suivi la formation intitulée "Comprendre et gérer le risque légionellose sur les TAR - Formation réglementaire ICPE 2921" le 5 novembre 2019. Les attestations de formation ont été présentées lors de l'inspection. Un recyclage est prévu en novembre 2024, comme prévu par l'attestation de formation de 2019.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Analyse Méthodique des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I - article 3.7.I.1.a partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. [...] L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;- les points critiques liés à la conception de l'installation ;- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article. Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. [...] En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. [...]

Constats : Une AMR comportant l'ensemble des éléments édictés dans le présent article a été élaborée par la société GLB Biocontrol le 27 octobre 2023. Les versions antérieures de 2022, 2020, etc... attestent que cette AMR est bien mise à jour à minima tous les 2 ans.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi de la concentration en Légionella Pneumophilla

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I -article3.7.I.3.a et b partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. [...] Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent. Le prélèvement est réalisé [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement [...] Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives. [...]
Constats : Les analyses de légionelles sont effectuées de façon bimestrielle. Le point de prélèvement d'eau de circuit est repéré sur l'installation par un marquage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Procédures de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I - article 3.7.I.1.b partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée : [...] En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière. [...]
Constats : Les procédures de gestion en cas de dépassement de légionella pneumophila ont été présentées lors de l'inspection. La dernière analyse du 26 août 2024 montre la présence d'une flore interférente. Un traitement choc a donc été réalisé ainsi qu'une nouvelle analyse le 6 septembre 2024. L'exploitant a indiqué le jour de la visite que les résultats provisoires de cette analyse montrent une quantité de 50 000 UFC/L mais affirme ne pas avoir reçu les résultats définitifs. Un nouveau traitement choc a cependant été réalisé et une nouvelle analyse effectuée par CERECO le 23 septembre 2024. Jusque alors, la démarche de l'exploitant correspond à la procédure de gestion de l'exploitant présentée en cas de dépassement de légionella pneumophila qui indique que pour une valeur entre 1000 et 100 000 UFC/L, l'inspection des installations classées doit être prévenu au 3ème dépassement consécutif. Les résultats de ces analyses seront saisis dans GIDAF, tout comme le sont les autres analyses effectuées de façon bimestrielle. Par ailleurs, l'exploitant a également contacté un prestataire afin d'effectuer un nettoyage complet des échangeurs à plaques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I – article 3.7.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée : Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation,

<p>en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.</p> <p>Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.</p> <p>L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de surveillance a été présenté lors de l'inspection.</p> <p>Les paramètres tels que température, pH, conductivité, ATP, chlore libre, chlore total... sont surveillés à raison de 3 fois par semaine. Des valeurs cibles sont identifiées pour chaque paramètre et l'exploitant met en œuvre des mesures adéquates en cas de dépassement de ces paramètres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Stratégie de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I - article 3.7.I.2.b partiel</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</p> <p>L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'entretien et la stratégie de traitement ont été présentés lors de l'inspection.</p> <p>Un arrêt de la TAR est effectué tous les jeudis afin d'effectuer un nettoyage chimique. De plus, un traitement choc via un biocide non oxydant est réalisé tous les vendredis.</p> <p>L'exploitant indique être en train de réviser cette stratégie de traitement.</p> <p>L'inspection demande que l'usage de biocide non oxydant soit justifié.</p>

<p>Une mallette d'analyse hebdomadaire est présente sur le site afin que le laboratoire interne puisse détecter une présence de légionelles par le biais d'un test PCR sans attendre les analyses bimensuelles.</p> <p>L'attestation de compatibilité des traitements a été présentée lors de l'inspection.</p> <p>Une étude des produits de dégradation a également été réalisée même s'il n'y a pas de rejets des purges (celles-ci repartent dans les bassins de lixiviats pour être retraités -> circuit fermé).</p> <p>Une ronde est réalisée tous les vendredis afin de s'assurer de la suffisance de la quantité de produits dans les bidons pour le week-end.</p> <p>Un état des stocks est réalisé tous les vendredis, un suivi informatique est également existant où apparaissent en rouge de façon automatisée les produits à réapprovisionner en fonction de la quantité saisie.</p>
Demande à l'exploitant : l'exploitant transmettra sous 1 mois la justification de l'usage de biocide non oxydant.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justification
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Nettoyage annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I - article 3.7.I.2.c partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>[...]</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un nettoyage annuel est réalisé.</p> <p>Le dernier nettoyage a été réalisé par la société SM2E le 30 août 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite